

LA TURQUIE : RETOUR AU MOYEN-ORIENT

Artık Özge

La Découverte | « Hérodote »

2013/1 n° 148 | pages 33 à 46

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707175694

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2013-1-page-33.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La Turquie : retour au Moyen-Orient

Artık Özge¹

« Paix dans le pays, paix dans le monde », telle fut la devise traditionnelle du ministère des Affaires étrangères. Au plan international, cette phrase d'Atatürk représentait la *statu quo* et le maintien de l'équilibre des pouvoirs que souhaitait la Turquie, il ne s'agissait donc pas d'un pacifisme naïf que la taille de l'armée turque serait venue contredire, mais du dessein d'une diplomatie, d'une vision globale dont l'objet était la sécurité des frontières ; par ailleurs, elle exposait combien cette politique étrangère était le prolongement de sa politique intérieure afin de reconstruire le pays et son identité.

Traditionnellement, la pensée diplomatique en Turquie s'organise autour de deux principes². Le premier est d'assurer sa sécurité qu'elle adosse à une alliance stratégique avec l'Occident et principalement avec les États-Unis au sein de l'Otan depuis 1951 et un soutien au *statu quo* régional. L'idée de *statu quo* pour la Turquie, comme elle le fut pour l'Empire ottoman finissant, est essentiellement centrée sur les frontières. Cette obsession des frontières tracées lors du traité de Lausanne³ est le fruit des traumatismes de l'effondrement de l'Empire ottoman. Le sentiment qui en est né et que l'on nomme « paranoïa de Sèvres » est au fondement de l'inconscient collectif turc : « On veut détruire la Turquie. On veut la découper en morceaux⁴. »

1. Doctorante, Centre de recherches et d'analyses géopolitiques, IFG université Paris-VIII.

2. Nous prenons la classification de Baskin Oran afin d'exposer les pôles traditionnels de la politique étrangère turque [Oran, 2008].

3. Traité signé le 24 juillet 1923 entre la Turquie et les Alliés, il a mis fin au traité de Sèvres signé en 1920 entre l'Empire ottoman et les Alliés.

4. Le générique de la série télévisée *Kurtlar Vadisi* est à ce titre parfaitement évocateur des représentations géopolitiques les plus partagées en Turquie. On y voit la Turquie peu à peu absorbée par une grande Arménie, Israël, le Kurdistan et même un royaume de Pontos autour de Trabzon (Trébizonde).

Le second concerne l'occidentalisation assumée du pays, incarnée par le désir d'entrer dans l'Union européenne. Le niveau de vie, la sécurité représentée par l'Otan et la survivance du ressentiment issu de la « trahison arabe » lors de la Première Guerre mondiale, teinté d'un certain mépris à l'égard du Moyen-Orient, sont autant de raisons du choix de l'Occident.

Depuis 2002 et l'arrivée au pouvoir de l'AKP, un des slogans⁵ les plus répétés par Erdogan et son gouvernement, « zéro problèmes avec les voisins », s'est progressivement substitué à l'ancienne devise de la diplomatie. Mais la carte n'est pas le territoire, pas plus que quelques devises et slogans ne sont la politique d'un pays. L'ensemble du discours d'un gouvernement peut en dessiner les contours, cependant il est insuffisant pour affirmer un « changement d'axe », et certainement insuffisant pour comprendre les évolutions de la politique d'un pays. Or le gouvernement AKP a cherché à donner à ses partenaires traditionnels que sont l'Europe et les États-Unis, mais aussi au Moyen-Orient – ancien pré carré de l'Empire ottoman –, une image différente de la Turquie. Cette diplomatie apparemment nouvelle à l'endroit du Moyen-Orient nous paraît être moins un changement de paradigme qu'une réponse à une évolution et à une nécessité.

Généralement, « la continuité constitue la règle en politique étrangère », car elle est « la conséquence de l'environnement géostratégique et des contraintes quasi physiques auxquelles un État ne peut échapper » [Dubous, 2004], il faut donc comprendre comment une évolution a pu se mettre en place et où elle prend sa source. La puissance médiatique, l'émergence d'une société civile et la sensibilisation de plus en plus grande aux interactions internationales font que la séparation nette qui a pu exister entre politique étrangère et politique nationale est de plus en plus difficile à maintenir. Cette articulation est essentielle et permet de comprendre combien et comment ces deux politiques parviennent tour à tour à se légitimer et parfois à se discréditer. On a ainsi pu voir le gouvernement AKP utiliser sa popularité incontestablement acquise au Moyen-Orient pour affirmer sa légitimité musulmane face aux critiques de son aile radicale.

Raisons, ambiguïtés, résultats

La guerre d'Irak de 2003, à laquelle les deux pays ont marqué leur hostilité⁶, est un accélérateur du rapprochement turco-syrien ; d'une part, l'opposition commune

5. La formulation de Davutoglu devenue une des représentations de la Turquie au plan international.

6. Le 1^{er} mars 2003, l'Assemblée turque vote contre le transit des troupes américaines sur le territoire turc.

à la création d'un Kurdistan indépendant au nord de l'Irak est forte, d'autre part la situation en Irak menace de déborder en Syrie. Lors de la conférence de presse du ministre israélien des Affaires étrangères, Silvan Shalom, à Ankara, Abdullah Gül – son homologue turc – répond à l'accusation des États-Unis et d'Israël contre la Syrie que « la guerre doit rester limitée en Irak et ne doit pas se propager à toute la région ». Cependant, le Congrès américain vote la résolution *Syrian Accountability Act* en décembre 2003 et George W. Bush déclare que les relations turco-syriennes entravent les relations turco-américaines, ce qui n'empêche pas la Turquie de continuer à se rapprocher de la Syrie, le président Sezer, au pouvoir entre 2000 et 2007, se rend même en visite diplomatique à Damas, deux mois après l'assassinat d'Hariri, alors que la Syrie est isolée du système international, marquant par là combien cette relation était importante pour Ankara.

Le rapprochement turco-syrien permet à la Turquie de tenter de jouer un rôle de médiateur entre la Syrie et Israël, même si l'arrivée au pouvoir de l'AKP avait accru la crispation de Tel-Aviv, que les militaires turcs s'étaient chargés de calmer en se présentant comme les garants du maintien d'une politique étrangère et d'une politique de sécurité fidèle aux intérêts turcs et israéliens [Razoux, 2010]. Si la médiation turque n'a guère donné de résultat, la Turquie y a néanmoins gagné en crédibilité et s'est placée comme puissance régionale pouvant parler avec tous les camps.

En effet, le rapprochement avec le régime alaouite a permis d'établir une relation de confiance avec les autres pays arabes et des zones de libre-échange avec la région dont la Turquie était écartée jusqu'alors. La Turquie et la Syrie ont établi le Conseil de haut niveau de coopération stratégique, le 16 septembre 2009, à la suite de quoi elles ont déclaré le retrait des visas pour des séjours touristiques d'une durée inférieure à 90 jours. Un an plus tard, Ankara a signé le même accord de coopération stratégique avec le Liban. En juin 2010, à Istanbul, la Turquie, la Syrie, la Jordanie et le Liban ont décidé de fonder une zone de libre circulation des biens et des personnes, nommée le « Quatuor du Levant », dont les statuts sont établis à Beyrouth le 18 octobre 2011. Mais les derniers événements en Syrie ont gelé le projet.

Tout cela, sans révolutionner l'économie de la Turquie, offre néanmoins une perspective très positive. Depuis 2003, la part des exportations vers la Syrie, la Jordanie, le Liban est passée de 1,48 % à 2 %. Cela peut sembler faible, mais l'excédent a été multiplié par 6, passant de 357 millions de dollars à 2,15 milliards de dollars. Vis-à-vis de l'Iran, la Turquie est déficitaire, mais le gaz représente 95 % de la facture turque et ses exportations ont triplé depuis 2003. Enfin, avec l'autre grand voisin, l'Irak devenu le grand partenaire de la Turquie surtout dans la région du Kurdistan irakien, l'augmentation des exportations turques est massive, passant de 1,75 % en 2003 à plus de 6 % du commerce extérieur turc en 2011 avec

un excédent passé de 413 millions à 8,2 milliards de dollars. Durant la même période, les exportations vers Israël sont passées de 1 milliard à 2,4 milliards et si l'excédent commercial a un peu diminué, cela provient d'une forte croissance des importations et certainement pas des querelles entre les deux pays.

Un secteur retient l'attention, celui de la vente d'armes, d'abord par sa nouveauté, mais surtout parce qu'il est très largement déterminé par des facteurs politiques et pas seulement économiques. Ces ventes peuvent donc être le signe de l'efficacité de la politique turque dans la région. Il semble logique qu'après quinze ans d'ouverture sur le Moyen-Orient des dividendes soient récoltés. Cependant, ce type d'accord est généralement obtenu après de longues négociations, or, selon le rapport du Congressional Research Service (CRS) intitulé « Conventional Arms Transfers to Developing Nations, 2004-2011 », la Turquie avec 800 millions \$ est classée huitième mondial selon le montant des accords de vente en 2011, auprès des pays en voie de développement, laissant derrière elle l'Angleterre ou Israël. De plus, le ministère de la Défense turc, au début de 2012, a retiré le contrôle judiciaire sur l'exportation d'armes, ce qui a permis une explosion des ventes. Depuis, la Turquie a connu une augmentation de 51 % sur les huit premiers mois de l'année 2012, par rapport à l'année 2011. Ce qui fait de l'industrie de la défense le secteur ayant la plus forte croissance en Turquie. Selon le rapport de Market Research « The Turkey Defence Industry 2017 », la Turquie devrait doubler ses ventes d'ici à 2016. L'État turc, à travers l'Entreprise industrielle mécanique et chimique (MKEK), et nombre d'entreprises du secteur privé n'ont cessé d'investir dans la R & D du secteur de la défense et les résultats sont patents : en 2004, la production nationale ne représentait que 15 % des achats du ministère de la Défense, en 2010 elle a atteint 52 %. Mais plus encore, trois parmi les cinq premiers clients de la Turquie se trouvent dans la péninsule Arabique : l'Arabie saoudite, Bahreïn, et les Émirats arabes unis.

Lorsque l'on sait que plus de 80 % des ventes d'armes sont réparties entre les États-Unis, la France, l'Allemagne et la Russie, l'apparition de la Turquie dans ce classement tend à accréditer l'idée d'une réussite politique dans la région, ou du moins auprès du monde sunnite proche des États-Unis. Cependant, cette évolution étant fort récente, il est dangereux de tirer des conclusions trop hâtives.

La nouvelle place économique de la Turquie dans le monde et l'« honneur retrouvé » face aux déboires économiques d'une UE qui l'a repoussée il y a peu, le conflit avec le PKK qui perdure, l'Iran muselé, l'Irak déliquescents, l'instabilité chronique du Moyen-Orient, le désengagement conjoncturel des États-Unis dans la région sont autant de facteurs qui poussent la Turquie à s'affirmer comme acteur majeur de la région. Ainsi en est-il de la tentative avortée d'accord entre l'Iran, le Brésil et la Turquie en vue de régler le problème de l'échange de combustible nucléaire iranien. Mais si la Turquie joue sa propre carte, elle veille à ne pas

rompre ses alliances stratégiques ou économiques car, malgré les violentes disputes de 2009-2012, les affaires avec Israël sont au beau fixe, et le gouvernement AKP a accepté le bouclier de missile de l'Otan en déplaisant cette fois-ci à l'Iran.

Alors, comment comprendre le rôle que la Turquie semble s'assigner ? Qu'est-ce qui sous-tend une telle politique ? Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, un homme a toujours été à la source de la politique étrangère du pays : Ahmet Davutoglu.

Ahmet Davutoglu, du géopolitologue universitaire au géopoliticien pragmatique

Ahmet Davutoglu, ministre des Affaires étrangères du gouvernement AKP depuis le 1^{er} mai 2009, fut auparavant premier conseiller aux Affaires étrangères d'Abdullah Gül⁷ et de Tayyip Erdogan⁸. Professeur de relations internationales, il a publié un livre intitulé *Profondeur stratégique. La position internationale de la Turquie* en avril 2001. L'ouvrage, quoique académique, a rencontré un public inattendu et est reconnu comme le nouveau cadre théorique de la politique extérieure turque par nombre de politologues, de journalistes, et d'hommes d'État qui le considèrent comme le premier livre ayant un cadre théorique exposant une doctrine pour la politique étrangère de la Turquie. Le livre propose d'établir la paix, de réduire les problèmes intersociétaux du passé et propose la négociation entre la Turquie et le reste du monde avec pour objectif une « *pax ottomana* ».

Davutoglu, à la manière des *policy makers* américains, est le concepteur de la politique extérieure et son protagoniste officiel, il incarne une nouveauté conceptuelle, même s'il se réfère à ce qu'il y a de plus traditionnel, face à une faible opposition qui n'a pas su réexaminer ses bases, enkystée qu'elle était dans des valeurs peu à peu vidées de leur sens, des icônes telles que le kémalisme et la laïcité. Mais comment pouvait-il en être autrement, comment réellement questionner et réactiver ces valeurs au sein de la population turque lorsque, pour les défendre, on ne compte que sur l'armée ?

Le succès du livre réside dans la confrontation de la société turque avec son histoire et la prise en compte des bouleversements occasionnés par la fin de la guerre froide. C'est vers l'année 2000 qu'est devenue manifeste la remise en cause du passé par la société turque, et ce pour plusieurs raisons. D'une part,

7. Premier ministre du 16 novembre 2002 au 9 mars 2003, puis ministre des Affaires étrangères entre le 14 mars 2003 et 28 août 2007, et président de la République depuis le 28 août 2007.

8. Depuis le 9 mars 2003, quand M. Erdogan devient Premier ministre.

l'influence des événements internationaux, comme la mondialisation, a créé un paradoxe patent entre tradition et modernité, entre espaces locaux et mondiaux, ainsi qu'entre passé et actualité de l'identité turque. Les guerres qui ont éclaté chez les voisins de la Turquie, comme la guerre du Golfe, celle de Bosnie et du Kosovo, mais aussi les problèmes graves entre la Turquie et ses voisins, l'ont amenée à un discours agressif tel les proclamations guerrières contre la Syrie ou la Grèce. D'autre part, l'influence de mouvements plus strictement nationaux, tels que la succession de coalitions politiques instables, la guerre qui ne finit jamais à l'est de l'Anatolie avec le PKK ou les victimes des attentats menés par le PKK dans les grandes villes⁹, les assassinats de plusieurs intellectuels¹⁰ par des organisations secrètes, la rapidité de la croissance urbaine et des migrations internes et, enfin, la crise économique de la Turquie à la fin des années 1990. Tous ces événements ont changé la perception de la société turque quant à son espace interne et externe. La Turquie des années 1990 était en quasi-chaos social, politique, intellectuel et économique, et à la fin de ce processus un questionnement profond de l'idéologie et de la politique de l'État occupe la scène sociétale. Au tournant de l'année 2000 a surgi une remise en cause des modèles occidentaux dont le kémalisme et la laïcité apparaissaient de plus en plus comme les fruits empoisonnés. C'est d'ailleurs à cette époque qu'émerge une force qui propose des solutions apparemment simples, le Refah (Parti du bien-être). Son successeur, l'AKP, incarnant un islam moderne, accède au pouvoir en 2002.

Le livre de Davutoglu arrive à ce moment-là en proposant un nouvel ordre du monde, la Turquie comme pays central, la paix avec les voisins, la paix avec le passé ottoman et la réévaluation de ses expériences anciennes que les kémalistes, dit-il, ont méprisées.

Au niveau planétaire ou régional

Ahmet Davutoglu s'appuie sur des théoriciens comme Mackinder, Mahan, Spykman, Paul Kennedy et Huntington. Il établit la nécessité d'une analyse contextuelle et historique des représentations, qu'il nomme « images ». Tout au long du livre, il critique la politique étrangère de l'Empire ottoman et celle de la Turquie jusqu'au seuil de l'année 2000, en insistant sur les ressemblances des

9. À Bingöl le PKK a tué 33 civils en 1993 ; il a mis le feu au centre commercial Mavi Çarşı où dix civils sont morts en 1999.

10. Muammer Aksoy, Çetin Emeç, Turan Dursun, Bahriye Üçok, Musa Anter, Uğur Mumcu, Eşref Bitlisli, 37 intellectuels à Sivas, Uğur Kılıç, Metin Göktepe, Fegriye Erdal, Ahmet Taner Kışlalı.

deux États. En fait, il tente de démontrer que l'aire vitale de la Turquie recouvre les frontières de l'Empire ottoman. C'est là un complexe appareil conceptuel qui vient justifier le néo-ottomanisme, et rappeler la capacité impériale ottomane, flattant ainsi l'orgueil national, même s'il s'en défend¹¹.

L'autre aspect fondamental de son analyse est la mise en valeur de l'islam, principe unificateur de l'Empire. Il adhère à la division en civilisations d'Huntington, mais rejette l'idée de « clash », grâce aux « capacités intégratrices et de tolérance de l'islam ». Par cela même, il faut admettre qu'il synthétise les interrogations identitaires de quatre-vingt-dix ans de Turquie, en plaçant au premier plan l'islam comme principe fédérateur, en opposition avec une « turcité » ethnique, mise en avant par les nationalistes turcs.

La politique étrangère turque, telle qu'elle est voulue par Ahmet Davutoglu, repose sur cinq principes : l'équilibre entre la sécurité et la démocratie, zéro problème avec les voisins, le développement des relations avec les régions voisines afin de faire rayonner l'influence de la Turquie depuis les Balkans jusqu'à l'Asie centrale en passant par le Moyen-Orient (recouvrant à la fois les aires du panottomanisme et du panturquisme), l'adhésion à une politique extérieure multi-dimensionnelle, et enfin une diplomatie dynamique visant à une représentation effective au sein des organisations et conférences internationales.

Davutoglu a mis en avant comme élément fédérateur de la région la proximité historique et géographique issue de l'Empire ottoman, mais aussi religieuse. Cette vision affirme secrètement un droit juste d'intervention politique de la Turquie dans la région, contrairement aux interventions des Occidentaux perçues comme ayant été des échecs.

Selon cette nouvelle stratégie diplomatique, l'État turc doit étendre son influence bien au-delà de ses frontières. Traditionnellement – depuis la paranoïa de Sèvres jusqu'à l'autonomie du Kurdistan irakien en passant par la guerre froide –, la sécurité était la préoccupation essentielle, voire unique, de la Turquie. Désormais, elle perçoit l'ensemble du monde comme un espace dont elle peut être un véritable acteur. Il ne s'agit plus de maintenir des relations afin de garantir des gains, mais de « conquérir » diplomatiquement pour maximiser et développer ses gains politico-économiques ; c'est cette logique qui mène à une diplomatie proactive, dans le sens où elle décide plus librement qu'auparavant de ses objectifs et agit en conséquence.

Ahmet Davutoglu, alors qu'il était le premier conseiller du gouvernement AKP, influence le pouvoir avec les concepts issus de son livre, que l'on retrouve dans

11. Pour une lecture critique de la doctrine de Davutoglu : Gérard Groc, *Une nouvelle diplomatie turque*, 8 décembre 2011, Policy Paper, IRIS-Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, p. 24-25.

les discours de Gül, d'Erdogan et finalement dans les siens qui se sont simplifiés jusqu'à devenir des slogans, tels que « zéro problème et coopération maximum avec les voisins » ; « balance entre la liberté et la sécurité » ; « politique étrangère multilatérale multidimensionnelle » ; « politique étrangère proactive, centrée sur une vision » ; « intégration économique » ; « vivre ensemble avec le multiculturalisme et la paix ». Ceux-ci, repris par la presse et l'intelligentsia, ont trouvé un écho réel dans la population, au point de devenir des représentations. En effet, marquant un véritable changement avec un passé centré sur la sécurité et la laïcité, ces représentations ont contribué à imposer dans la population l'image flatteuse d'une Turquie omniprésente internationalement, confiante et décomplexée ; tel qu'« Il n'y a pas de diplomatie sur la ligne de front, il y a la diplomatie sur l'étendue, cette étendue est l'ensemble du monde¹² », qui offre le monde à la diplomatie turque ; mais aussi d'une politique des valeurs, humaniste, démocratique et musulmane, qui cependant n'exclut pas la sécurité ; on songe à la déclaration de Recep Tayyip Erdogan prononcée à la suite des résultats des élections nationales du 12 juin 2011 :

(...) Croyez-moi, aujourd'hui, Istanbul a remporté une victoire autant que Sarajevo, Izmir autant que Beyrouth, Ankara autant que Damas, Diyarbakır autant que Ramallah, Naplouse, Jénine, la Cisjordanie, Jérusalem, Gaza. Aujourd'hui, la Turquie a remporté une victoire autant que le Moyen-Orient, le Caucase et l'Europe. Aujourd'hui, la démocratie l'a emporté autant que la liberté, la paix, la justice et la stabilité¹³.

Dans la région, ces slogans ont rassuré des populations, mais aussi des gouvernements, habitués à une Turquie militariste, réactive, voire agressive ; ils offraient une image pacifiste qui crédibilisait même, en alternative aux rebuffades de l'UE, le projet d'une union douanière au Moyen-Orient. Au-delà de l'effet de manches, ces slogans affirment le regard porté sur le monde par la Turquie, mais aussi sa place grandissante. Par ailleurs, ils confirment le volontarisme du Premier ministre comme celui de la diplomatie du pays.

Recep Tayyip Erdogan a acquis une stature internationale que des succès économiques indéniables et une forte présence médiatique ont imposée ; Davutoglu n'en est pas moins le concepteur de cette politique internationale. Depuis dix ans, l'activité de la politique étrangère semble s'être centrée sur trois types d'action : le

12. Dernier slogan d'Ahmet Davutoglu. Janvier 2010, conférence des ambassadeurs.

13. « Je salue ici avec affection Bagdad, Damas, Beyrouth, Amman, Le Caire, Tunis, Sarajevo, Skopje, Bakou, Nicosie et toutes les autres capitales des pays amicaux et fraternels, les peuples frères et amis dont les yeux sont tournés vers la Turquie, qui suivent les nouvelles de la Turquie avec beaucoup d'enthousiasme. »

rôle de médiateur dans les crises de la région, l'augmentation des relations économiques qui permet une intégration régionale, une présence importante au sein des organisations internationales.

La puissance politique stable (l'AKP est au pouvoir depuis 2002) et la puissance économique durable (dix-huitième économie mondiale en 2010, représentée au G20) ont contribué à imposer une nouvelle image de la Turquie. Dans le même temps, le rapprochement avec le monde arabe a suscité des inquiétudes. Si l'AKP s'attribue la conception de cette stratégie diplomatique, celle-ci avait pourtant été partiellement mise en œuvre auparavant.

Généalogie – Du *hard power* vers le *soft power*

Vellités

Après le coup d'État du 12 septembre 1980, Turgut Özal, Premier ministre en 1983, puis président de la République de 1989 jusqu'à sa mort en 1993, essaie de diversifier les relations au Moyen-Orient. Mais, allié trop dépendant de l'Occident et n'ayant probablement pas intégré les changements considérables qu'engendrent la première guerre du Golfe en 1990 et la fin de la guerre froide en 1991, il ne parvient pas à trouver le ton juste au Moyen-Orient, où il est clairement vu comme « le gendarme des États-Unis au Moyen-Orient ». Le contexte chaotique de la guerre du Golfe et l'attitude turque ouvertement pro-occidentale provoquent des conséquences économiques et politiques négatives. Cependant, les premiers succès macroéconomiques de la libéralisation économique menés par Özal sont là, mais essentiellement dans ses échanges avec l'UE et les États-Unis. Avec le Moyen-Orient, il n'obtient guère que des investissements des monarchies de la péninsule Arabique. D'autre part, de nouvelles questions sont apparues, le PKK passe à l'action terroriste au milieu des années 1980; l'immigration massive des Kurdes d'Irak – 500 000 réfugiés qui ont fui Saddam Hussein – a un effet considérable sur le renforcement de l'identité kurde en Turquie; les relations avec la Syrie et l'Irak s'enveniment autour de la « question de l'eau » et de la « question kurde ».

Entre 1991 et 2002, le pays se trouve dans une grande instabilité politique; neuf gouvernements de coalition se succèdent. Cependant, la diplomatie de la période qui s'étend jusqu'audit « coup d'État postmoderne¹⁴ » au milieu de

14. Le coup d'État postmoderne commence le 28 février 1997, le Conseil de sécurité national publie un avis attaquant violemment les « réactionnaires » signifiant par là le Premier ministre islamiste, Erdogan, et menace implicitement le gouvernement de coalition. Après un long bras de fer Erdogan démissionne le 18 juin 1997, sans qu'un coup de feu ne soit tiré.

l'année 1997, est dominée par la position *hard power* de Tansu Çiller (ministre des Affaires étrangères) vis-à-vis de la Grèce et de la Syrie. Elle se poursuit même au-delà jusqu'à ce qu'Hafez al-Assad cède sur le PKK et son leader historique, Abdullah Öcalan. Il est à noter qu'entre 1996 et 1997 le gouvernement était dirigé par l'islamiste Necmettin Erbakan, père fondateur du Refah, dont sont issus les fondateurs de l'AKP. Erbakan, connu pour la violence de son discours contre Israël et les États-Unis, n'a pourtant guère développé les contacts avec les États du Moyen-Orient et s'est même trouvé signer des accords de coopération avec Israël. Le temps n'était pas encore à l'affirmation d'une politique étrangère différente, la Turquie conservait ses attributs traditionnels.

Cem : une politique tous azimuts, l'esquisse d'une nouvelle diplomatie

À la suite du coup d'État postmoderne, trois gouvernements se succèdent avant l'arrivée d'AKP. Une figure domine la diplomatie turque de l'époque, Ismail Cem, ministre des Affaires étrangères de juin 1997 jusqu'à sa démission en juillet 2002.

Lorsqu'il parvient à ses fonctions, il déclare aussitôt ses objectifs de politique internationale ; il annonce vouloir « faire passer la Turquie au rang d'acteur mondial » en « se concentrant sur une diplomatie économique et culturelle ». Concernant le Moyen-Orient, il dit brièvement que « les relations avec Israël vont se poursuivre. Toutefois, les perceptions erronées des pays arabes découlant de ces relations doivent être changées ». Il semble avoir pris pleinement la mesure de la complexité d'une tentative de relation équilibrée dans la région et la nécessité de développer le *soft power* turc.

En 1997, il se consacre essentiellement à la normalisation des relations avec la Grèce, voisine avec qui la Turquie a frôlé la guerre en janvier 1996 à cause d'un roc inhabité de la mer Égée ; puis, en 1998, il se concentre sur les relations avec l'Europe et obtient pour le pays le statut d'adhérent à l'UE en 1999. Outre l'Occident, Cem déploie son activité vers les voisins du Moyen-Orient. Il mène une action qu'il nomme « initiative de voisinage », dont l'objet est l'intégration de l'Irak sur la scène internationale pour que la crise d'Irak ne tourne pas en conflit armé ; ce plan propose la création d'un schéma de coopération économique et de sécurité pour la région : en fait il tente de prendre l'initiative afin de parer aux menaces de l'ONU. Il se rend en Irak le 5 février 1998 pour convaincre Saddam Hussein d'éliminer complètement les armes de destruction massive et obtenir ainsi la levée des sanctions ; le 24 février, une délégation turque communique pour la première fois depuis deux ans avec la Syrie, pour la convaincre d'adhérer au projet, de régler les problèmes du soutien syrien au PKK et de l'eau. Une semaine avant, il envoie une délégation en Iran, qui propose de reprendre les réunions tripartites

entre Damas, Téhéran et Ankara au sujet de l'Irak. Le 1^{er} mars, avant de partir pour la Jordanie, Cem annonce son entreprise diplomatique pour l'Irak qu'il nomme « forum du voisinage » et le présente comme un premier pas pour la construction d'une « Organisation pour la sécurité et la coopération au Moyen-Orient », sur le modèle de l'OSCE (l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). En Jordanie, il trouve un accord sur le sujet¹⁵. Le 15 mars, à la Conférence des pays islamiques à Doha, il tente de convaincre sur le dossier Irak, mais aussi de régler les problèmes avec la Syrie. Les problèmes du PKK et d'Öcalan empoisonnent les relations avec le voisin du Sud depuis quinze ans, et il n'obtient rien. Jusque-là, l'entreprise de Cem était l'exact inverse de Çiller, une intense activité diplomatique visant à échanger pour régler les problèmes comme il l'avait fait avec la Grèce, mais, ici, Ankara reprend la pression sur la Syrie pour l'expulsion d'Öcalan et l'arrêt du soutien au PKK. Finalement, après un ultimatum qui mène les deux pays au bord de la guerre, la Syrie cède et expulse le fondateur du PKK.

Trois jours après les deux pays signent, le 21 octobre 1998, l'accord d'Adana ; à partir de ce moment, les deux États commencent à se rapprocher. La période entre 1998 et 2000 peut être considérée comme la période de la construction de la confiance mutuelle. Cem s'est éloigné d'une approche *hard power* et a fondé les bases d'un *soft power* turc, évolution significative de la politique étrangère turque qui sera reprise et développée à l'ensemble des crises régionales¹⁶ avec l'arrivée de l'AKP au pouvoir.

Dans la foulée, Cem se prononce sur les avantages de la Turquie d'avoir à la fois de bonnes relations avec Israël et avec la Palestine et déclare en 1998 que la Turquie sera un acteur dans le processus de paix au Moyen-Orient ; en juillet, Arafat visite la Turquie puis Cem se rend en Israël et promet le rôle de médiateur de la Turquie avec la Palestine. Les efforts qui ont commencé avec Netanyahu, continuent avec Ehud Barak en 1999. En 2000, Arafat revient en Turquie, mais entre-temps les liens avec Tel-Aviv se sont renforcés et Cem n'affirme plus aussi clairement le rôle de médiateur. Cependant, après Camp David, Cem va s'engager

15. Cem annonce que la Turquie veut être le leader au Moyen-Orient et qu'elle deviendra un acteur régional.

16. Exemples dans les médias : « Syrie/Israël : La Turquie seul médiateur », « La Turquie intermédiaire pour l'uranium iranien », « La Turquie intermédiaire pour le conflit israélo-palestinien » « La Turquie est un excellent médiateur selon *The Economist* », « La Turquie : médiateur de paix au Moyen-Orient », « Le Hamas favorable à un rôle de médiateur de la Turquie », « La Turquie, médiateur dans les négociations sur Gilad Shalit », « Libye : la Turquie propose sa médiation », « La Turquie, médiateur dans les révoltes du monde arabe ? » « La Turquie, médiateur entre la Géorgie et l'Abkhazie », « Crise yéménite : le gouvernement appelle la Turquie à servir de médiateur ».

plus et se consacrer à la question de Jérusalem et de l'esplanade des Mosquées. Mais l'Intifada d'octobre 2000 va considérablement ralentir cette activité.

Malgré la crise financière de 2000 et 2001 qui provoqua l'abandon de nombreux projets, Cem déploya une grande activité diplomatique et parvint à apaiser les relations de la Turquie avec la région (malgré les difficultés pendant l'Intifada), à changer les représentations entre Arabes et Turcs ; représentations qui avaient été réactivées avec le néo-ottomanisme de Menderes (dans les années 1950) et d'Özal (dans les années 1980).

Les axes essentiels de la diplomatie de Cem sont centrés sur la multiplication des visites diplomatiques, le volontarisme, la création de forums et conférences afin d'engager des discussions et enfin par la signature d'accords de coopérations à de nombreux niveaux. Ainsi de la « conférence des pays qui partagent l'histoire¹⁷ » ou bien, en février 2002, le premier forum entre la Conférence des pays islamiques et l'UE nommé « Civilisation et harmonie : la dimension politique » où les journalistes mirent en avant la valeur symbolique du forum qui venait contredire l'hypothèse du choc des civilisations.

On voit là combien cette politique d'ouverture au Moyen-Orient trace la voie à la diplomatie d'Erdogan et Davutoglu qui prétendent pourtant avoir établi une « nouvelle politique multidimensionnelle et proactive » vis-à-vis des voisins. Mais il existe bien une différence vis-à-vis du passé, ainsi le projet dit « conférence des pays qui partagent l'histoire », quoique faisant référence à l'État ottoman, n'employait jamais ces termes contrairement aux projets des années 1950 et 1980 qui ne cessaient d'évoquer l'histoire et la culture ottomanes pour développer leurs relations au Moyen-Orient. Cem utilisait désormais un discours qui sortait ces nations de l'articulation colonisateur/colonisé, au contraire il les plaçait tous sous l'angle du partage culturel et de l'égalité. Quant à ceux qui succédèrent à Cem, l'AKP, il est à noter qu'un autre élément n'était pas mis en avant par Cem, c'est l'islam, élément ô combien différent de ses successeurs.

Conclusion

Jusqu'en 2011, on semblait assister à un cycle positif de la politique étrangère turque : très forte croissance économique, émergence de la Turquie comme puissance régionale (médiation, présence militaire en Irak, en Afghanistan, au Liban). Bien sûr, le rapprochement avec le monde musulman posait des questions, mais

17. Projet finalement annulé qui regroupait : Turquie, Égypte, Syrie, Liban, Irak, Algérie, Tunisie, Maroc, Yémen, etc.

lorsque éclate l'affaire de la flottille, le discours violent contre Israël en instrumentalisant la question palestinienne, la visite de Khaled Mechal¹⁸, les relations avec le Hamas, alors que la Turquie s'est placée comme médiateur avec le Brésil, toutes les suspicions on refait surface et s'est posée la question du changement de l'axe de sa diplomatie. En réalité, cette question n'est pas nouvelle et est apparue à plusieurs reprises. En effet, dès que la Turquie tente de rééquilibrer ses relations avec le Moyen-Orient, le doute réapparaît ; pourtant, il est légitime que ce pays diversifie ses relations, qu'il ne tourne pas complètement le dos à des voisins qui représentent 63 % de ses frontières continentales. D'ailleurs, depuis que le gouvernement AKP a accepté le bouclier et que les relations avec Israël se sont faites plus discrètes, cette question semble s'être apaisée.

L'ouverture au Moyen-Orient était une nécessité économique, non pas une rupture, mais une évolution, dont le cadre et les premiers pas ont été dessinés par Cem, qui a été théorisée par Davutoglu et mise en œuvre par Erdogan. Cependant, l'apparence cohérente d'un pays plus « musulman-démocrate » que « laïque » dans sa politique nationale et internationale est une nouvelle représentation qui interroge le « modèle turc » que l'on promeut dans les pays du printemps arabe.

En Turquie, les critiques portées contre l'AKP soulignent souvent les attaques contre la laïcité, l'islamisation et une forme d'incohérence. Le dernier point désigne bien plus le style d'Erdogan, son discours populiste, qu'une vision d'un monde et sa mise en œuvre. En effet, si le but est d'affirmer une nouvelle identité turque, l'AKP semble utiliser la politique étrangère à l'attention des Turcs, pour vendre l'idée d'une Turquie harmonieuse sous une idéologie musulmane hanéfitte, généreuse et pacifique à l'image de l'Empire ottoman idéal dont il se réclame. Et s'il y a incohérence, elle se trouve essentiellement dans la récente dérive autoritaire (nombre de journalistes, d'intellectuels et d'étudiants en prison) qui accompagne ce discours qui se veut enchanteur.

Concernant la laïcité, le hiatus entre politique étrangère et politique nationale est quelque peu marqué. En effet sur la scène nationale l'idée laïque est portée par les kémalistes et ceux que l'on nomme laïcs autoritaires sont présentés comme étant les ennemis déclarés de l'AKP. Par contre, à l'étranger, à la suite du « printemps égyptien », on a vu Erdogan conseiller au nouveau gouvernement de maintenir la laïcité dans leur nouvelle Constitution, en déclarant – non sans ambiguïté – « la laïcité n'est certainement pas l'athéisme ».

Quant au dernier point, l'islamisation, on ne peut la nier. Cependant, ce mouvement s'est amorcé, subtilement dès la mort d'Atatürk, puis plus brusquement dans les années 1950, même si la rhétorique kémaliste dominait. Ainsi, une partie de la

18. Khaled Mechal, dirigeant du Hamas.

société restait profondément religieuse tandis que par le biais de l'armée turque, « garante de la République démocratique et laïque », et d'une forte symbolique, la Turquie continuait à apparaître comme strictement laïque. Dans les quinze dernières années, la confessionnalisation a pris une allure spectaculaire, pour porter l'AKP au pouvoir et tenter peu à peu de s'emparer de l'espace public.

Le problème que pose la politique étrangère de l'AKP est que, par la légitimation apportée à la place de l'islam par la politique étrangère sur la politique nationale et inversement, Erdogan a débloqué le contrôle social qui se porte avec de plus en plus de violence contre ceux qui interrogent ces valeurs et, comme souvent, sur les femmes. Si ce mouvement d'aller-retour entre ces deux politiques internationale et nationale devait s'emballer et accroître le contrôle social, il est difficile de prévoir ce qu'il adviendrait.

De même, il est difficile d'entrevoir les conséquences des longs « printemps arabes » sur les plans du gouvernement, même si la récente dégradation de l'image de la Turquie dans la région annonce une période plus difficile. En effet, ces révoltes – particulièrement celle en Syrie – ont mis au jour les enjeux stratégiques longtemps occultés par le discours.

Bibliographie

- ALTUNŞIK M. B., TÜR O. (2006), « From distant neighbors to partners? Changing Syrian-Turkish relations », *Security Dialogue*, vol. 37, n° 2.
- CİĞERLİ S., LE SAOUT D. (2005), *Öcalan et le PKK : les mutations de la question kurde en Turquie et au Moyen-Orient*, Maisonneuve & Larose, Paris.
- DAVUTOĞLU A. (2007), *Stratejik Derinlik : Türkiye'nin Uluslararası Konumu*, Küre Yayınları, İstanbul.
- « Turkey's foreign policy vision: an assessment of 2007 », *Insight Turkey*, vol. 10, n° 1.
- DUBOUS C. (2004), « Genèse philosophique de la politique étrangère », in ROOSENS C., ROSOUX V. et DE WILDE D'ESTMAEL T. (dir.), *La Politique étrangère*, P.I.E., Bruxelles, p. 32.
- ORAN B. (dir.) (2006), *Türk Dış Politikası*, V. I: 1919-1980, İletişim, İstanbul.
- (dir.) (2006), *Türk Dış Politikası*, V.°II: 1980-2001, İletişim, İstanbul.
- RAZOUX P. (2008), « Israël frappe la Syrie : un raid mystérieux », *Politique étrangère*, printemps, vol. 1.
- (2010), « Quel avenir pour le couple Turquie-Israël ? », *Politique étrangère*, vol. 1.
- ROBINS P. (2007), « Turkish foreign policy since 2002 : between a "post-Islamist" government and a Kemalist state », *International Affairs*, vol. 83, n° 1.
- ROOSENS C., ROSOUX V. et D'ESTMAEL TANGUY DE WILDE (dir.), *La Politique étrangère*, P.I.E., Bruxelles, 2004.
- YERASIMOS S. (1988), « Le sanjak d'Alexandrette : formation et intégration d'un territoire », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, vol. 48, n° 11.